

LES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION CHANGENT DE MAINS

Fin du monopole de l'UGTA

La circulaire relative à la gestion des œuvres sociales de l'éducation est fin prête. Le document attendu depuis des semaines par les syndicats autonomes met fin à un monopole de l'UGTA. Le secteur de l'éducation fera-t-il des émules ?

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après avoir géré des années durant la manne financière que représentent les œuvres sociales de l'éducation, la Centrale syndicale perd le monopole.

La gestion des œuvres sociales passe aux mains des syndicats autonomes qui, après un long combat, ont réussi à faire aboutir cette revendication.

La signature, hier, de la mouture finale de la circulaire relative aux élections des commissions nationale et de wilaya chargées de la gestion des œuvres sociales est le fruit non seulement d'une lutte syndicale mais également d'un consensus qui n'a pas été facile à réaliser.

Les nombreux syndicats autonomes activant dans le secteur de l'éducation ne partageaient en effet pas la même vision.

Deux tendances s'étaient dégagées : une première plaçant pour le principe de la solidarité nationale avec une gestion nationale et une seconde

qui était favorable à une gestion locale des œuvres sociales avec des commissions au niveau de chaque établissement scolaire.

Après plusieurs rounds de négociations, des clashes et des malentendus, un consensus s'est finalement dégagé concernant l'organisation d'élections au niveau national pour dégager une commission nationale et des commissions de wilaya.

Les élections débiteront vers la fin de la première semaine du mois de décembre au niveau des établissements et dès la deuxième semaine du même mois, les travailleurs de l'éducation seront appelés à élire des commissions nationales et de wilaya.

Ces dernières se dérouleront en fonction des cycles, chaque commission de wilaya devant être composée de 9 membres représentant les trois cycles de l'enseignement.

Une fois les membres des commissions de wilaya élus, une rencontre nationale sera organisée pour élire le prési-



Photo : Samir Sid

dent de la commission nationale et ses vice-présidents. Tous les employés du secteur de l'éducation peuvent se porter candidats aux élections des commissions, nationale et de wilaya pour un mandat de trois ans mais la circulaire interdit aux élus de se porter candidats au nom d'un syndicat donné. L'Unpef et le Cnapest ont d'ailleurs donné des instructions à leurs cadres syndicaux, leur interdisant de se présenter. Le Cnapest considère, en

effet, que les syndicats doivent rester sur le terrain de la lutte pour arracher les acquis et ne pas s'impliquer de manière directe dans la gestion des œuvres sociales.

L'Unpef avait également averti ses cadres en expliquant que le syndicat ne devait pas supporter les dérives que peut engendrer la gestion des œuvres sociales.

Meziane Meriane, le coordonnateur du Snapest, va plus loin en expliquant qu'il ne fal-

lait pas s'éloigner de la réelle problématique, à savoir demander des comptes à l'UGTA pour toutes ces années de gestion d'une manne qualifiée de l'une des plus importantes.

Une option qui n'a visiblement pas été retenue puisque les œuvres sociales sont en passe de changer de mains sans qu'aucun compte ne soit demandé aux gestionnaires antérieurs.

N. I.

DOUZE ANS APRÈS SA REMISE EN MAINS PROPRES À BOUTEFLIKA

La lettre qui hante les couloirs du ministère de la Justice

La lettre qu'il a remise en 1999, en mains propres, au président de la République, alors en visite officielle à Tizi Ouzou, a valu à Amar Zerar, gardien du centre pénitentiaire d'Azazga, une mutation à la prison de Laghouat, puis un licenciement. «Parce que j'ai refusé, à l'époque, de révéler le contenu de cette lettre au procureur général de Tizi Ouzou et au DG de l'administration pénitentiaire que je continue de faire l'objet d'acharnement», affirme Amar Zerar.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Aujourd'hui, porte-parole de 588 gardiens de prison licenciés à partir de l'année 2001, Amar Zerar, accompagné d'une vingtaine de protestataires, a tenu, hier matin, un rassemblement devant la Maison de la presse Tahar-Djaout, du 1^{er} Mai, à Alger.

Si la majorité des protestataires «a été abusivement licenciée pour cause d'absences justifiées ou de congés de maladie», souligne Amar Zerar, son cas est plutôt unique et inédit. C'est une lettre qu'il a remise en mains propres, en 1999, à Abdelaziz Bouteflika, alors fraîchement élu président de la République et en visite officielle dans la wilaya de Tizi Ouzou, qui est à l'origine de son licenciement.

La scène a eu lieu à la salle omnisports Saïd-Tazrout, dans la Nouvelle-Ville de Tizi Ouzou. Depuis, le contenu de cette enveloppe soigneusement emballée

attise la curiosité de tous. Le lendemain de cet incident, Amar Zerar sera convoqué par l'ex-procureur général de Tizi Ouzou qui exige de lui de révéler le contenu de la lettre en question. Chose qu'il refusa.

Une semaine après, c'est au tour du directeur général de l'administration pénitentiaire de le convoquer à Alger pour le même motif. Amar Zerar aura à l'égard de son supérieur la même attitude. «J'ai refusé de lui communiquer le contenu de la lettre et il m'a menacé en me disant que cela me coûterait très cher», affirmera Amar Zerar.

Deux ans après, il sera muté à Laghouat. Lorsqu'il arriva sur place pour rejoindre son poste, il apprendra son licenciement. Cela s'est passé en un seul jour, toujours selon l'intéressé. C'est alors que le gardien de prison licencié entame une grève de la faim. Au bout de 11 jours et grâce au soutien de la société civile,

Amar Zerar obtient une décision de réintégration signée par le ministre de la Justice de l'époque, Ahmed Ouyahia. Elle sera adressée à trois reprises à la direction de l'administration pénitentiaire, sans qu'elle soit jamais appliquée, affirme Amar Zerar.

C'est à partir de 2001 que commence le long périple de ce citoyen, qui, au comble de son désespoir, demanda au président de la République de le déchoir de sa nationalité algérienne, puis en 2004 son acte de décès et celui de sa petite famille qu'il n'arrivait pas à nourrir.

Le comble est que Amar Zerar passera des années après, à savoir le 6 juillet 2011 en commission du ministère, présidée selon lui par un conseiller du ministre de la Justice, Tayeb Belaïz, et à qui il a remis un dossier de 98 pages, détaillant son affaire. Depuis, ce dernier n'a non seulement obtenu aucune réponse favorable, mais en plus, le conseiller du ministre n'a pas, à son tour, résisté, selon toujours Amar Zerar, à la question qui depuis hante les couloirs de la justice : «Que contient la lettre ?» Amar Zerar a refusé encore une fois de répondre, mais il jure de le faire bientôt, en public.

M. M.

SELON LE PRÉSIDENT DE L'ORDRE DES MÉDECINS «L'Agence du médicament doit être mise en place rapidement»

La décision d'installation d'une Agence du médicament est jugée satisfaisante par le président de l'Ordre des médecins. Il appelle, cependant, les pouvoirs publics à accélérer sa mise en place.

Le conseil interministériel, qui s'est réuni jeudi dernier, a chargé le ministre de la Santé de relancer le projet d'installation d'une Agence du médicament. Un texte adopté depuis 2008 revient à l'ordre du jour après les pénuries récurrentes de médicaments.

Le Dr Bekkat, président de l'Ordre des médecins, qui était hier l'invité de la radio Chaîne III, se réjouit de cette décision. Il appelle donc à ce que cette structure soit mise en place le plus tôt possible. «Nous avons toujours demandé son application pour réguler le marché du médicaments, l'importation et la production afin d'éviter les pénuries répétitives», a-t-il déclaré.

L'agence doit être totalement indépendante car, estime l'invité de la radio, «une gestion administrative du médicament comme par le passé nous a menés à l'impasse actuelle avec le risque de la pénurie et difficultés d'approvisionnement».

De l'avis du Dr Bekkat, cette agence doit pouvoir déterminer le médicament essentiel, commander en temps utile et décider sous la supervision de l'Etat du rapport qualité-prix de toutes les possibilités de manœuvre. La Pharmacie centrale des hôpitaux perdra-t-elle de ce fait son monopole ? Pour le président de l'Ordre des médecins, la Pharmacie centrale est un organisme de stockage dont la vocation est la distribution du médicament et sa mise en disponibilité au niveau du secteur public et privé.

S'exprimant sur la question des lobbies exerçant dans le médicament, évoquée par le ministre de la Santé, l'intervenant estime qu'il s'agit «d'une bonne guerre».

L'Algérie, pour s'imposer auprès des firmes internationales, estime ce spécialiste, doit user de son pouvoir financier pour acheter les médicaments qu'il faut au moindre coût. Selon lui, les 4 % du PNB consacrés à la santé en Algérie ne sont pas suffisants. Par ailleurs, se basant sur le recensement de l'Ordre national des médecins français, l'intervenant a dit que près de 6 000 médecins algériens exercent à l'étranger.

Salima Akkouche